

## INTERVENTION À LA TABLE RONDE DU MENSUEL REGARDS SUR LES 150 ANS DU MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE <sup>1</sup>

L'axe central de la discussion sera le rapport entre communisme et pouvoir. Le communisme comme nouveau pouvoir ? Comme dépassement de tous les pouvoirs ?

Il pourrait être décliné autour de deux problèmes centraux :

-L'Etat

-La propriété

Participent à la discussion : Lucien Sève, philosophe; Georges Labica, philosophe; Jean Louis Sagot-Duvaurox, écrivain.

Les questions sont de Michel Xifaras

Ici ne sont saisies que les interventions de G. Labica.

**Question** : Pourriez-vous essayer de cerner les rapports entre communisme et pouvoir ? Que serait un projet communiste ?

**G.L.** : Force est de constater que le capitalisme parvenu à l'étape actuelle présente des nuisances et des nocivités encore jamais atteintes dans l'histoire. C'est la raison pour laquelle l'alternative communiste est tout autant nécessaire qu'elle l'était du temps du Capital mais aujourd'hui elle est urgente, du fait des menaces sur l'environnement naturel, des dangers du nucléaire, de la misère de ceux qui, en Amérique Latine ou en Asie, vendent leurs propres organes. Le communisme comme alternative n'a pas eu de substitut pendant un siècle et demi. Les nombreuses autres théories économiques et sociologiques ont été incapables non seulement de fournir un diagnostic aussi pertinent que celui élaboré par le marxisme, mais aussi de prévoir quoi que ce soit.

**Question** : Le communisme est-il l'Autre du capitalisme ou une aspiration constante de l'humanité, indépendante des formes de domination ?

**G.L.** : Je ne crois pas que le communisme soit l'Autre permanent du capitalisme ; il ne correspond strictement qu'à certains stades de développement notamment des forces productives. Je ne crois pas davantage qu'on puisse juger le capitalisme de manière comptable. Un reportage récent sur la banlieue Nord de Londres faisait apparaître une régression montrant cet endroit revenu à ce qu'il était au XIXe siècle. Lorsque Marx écrit, il n'y a pas sur la planète suffisamment de marchandises, de richesses, pour assurer, sinon le bonheur, du moins le minimum vital. Aujourd'hui l'humanité produit suffisamment de marchandises et de richesses pour qu'il n'y ait plus ni faim, ni misère dans le monde. Or, l'Europe a gelé les terres les plus riches du monde ; on détruit constamment des stocks de nourriture, on abat du bétail, on jette des médicaments. La contradiction est flagrante entre la possibilité pour l'humanité de sortir de l'exploitation et le contrôle qui empêche la

---

<sup>1</sup> REVUE REGARDS, N° 35, MAI 1998, À L'OCCASION DU 150<sup>E</sup>  
ANNIVERSAIRE DU 'MANIFESTE' SOUS LE TITRE "PROJET COMMUNISTE  
CHERCHE COHÉRENCE". TABLE RONDE REGARDS, 10 avril 1998 à 17h 30,  
au siège de la revue *Regards*

fin précisément des liens de domination. Cela dit, le communisme qu'on a connu était impuissant face à cette situation.

.....

**G.L.** : La prospérité communiste est une idée importante et des plus compliquées à gérer parce que pour l'instant c'est le capitalisme qui a produit la prospérité dans la production des marchandises et malgré tout une misère absolument terrible. L'idée d'inégalité intervient là. Le creusement des inégalités est exceptionnel. Les statistiques internationales dont le XIXe siècle ne disposait pas montrent l'accumulation de la richesse à un pôle, l'accumulation de la pauvreté à l'autre. Pas seulement entre le sud et le nord : il y a du sud dans le nord et du nord dans le sud. D'ailleurs, le discours politique, d'où qu'il vienne, réclame la réduction des inégalités. Comment le faire sans prendre le pouvoir politique, économique et médiatique ?

**Question** : Le mouvement politique mal nommé mouvement social, peut-il assumer toutes les fonctions qu'assume aujourd'hui le pouvoir, c'est-à-dire l'Etat et la propriété ? N'est-ce pas utopique ou irréaliste de vouloir faire passer le pouvoir dans ce mouvement ?

**G.L.** : Il y a une mise en question du schéma politique dominant. La critique du politique est hélas aussi portée par les abstentionnistes, citoyens qui s'ôtent à eux-mêmes leur droit d'expression politique. Plus de la moitié du corps électoral, si on ajoute les abstentions, les non-inscrits, les votes blancs et nuls. Les mieux élus aujourd'hui ne dépassent pas 14% à 15% ! L'électorat se manifeste silencieusement par l'abstention qui a un sens politique ; et par l'invention de formes nouvelles d'exercice du politique qui sont en même temps des formes d'exercice du social.

.....

Quel optimiste ! (en réponse à J.L. Sagot-Duvaurox) La déclaration des droits de l'homme garantit le droit de propriété et celui-ci crée une contradiction à l'intérieur de ces droits. Qui garantit le droit de propriété ? L'Etat. L'obligation d'être citoyen signifie qu'être catholique n'est pas l'essentiel, l'essentiel est que la propriété soit garantie.

**Question** : Que le communisme soit le mouvement politique permettant de ménager des sphères qui ne relèvent pas de la politique ou que se soit le mouvement politique de réappropriation contre le pouvoir, de la propriété et de l'Etat, est-il viable ?

**G.L.** : Lénine affirme qu'il ne peut y avoir de conquête de l'Etat sans démocratie et qu'il ne peut y avoir, une fois l'Etat conquis, passage à une société communiste sans l'aboutissement total de la démocratie. La démocratie dépend de l'appropriation politique de l'Etat par la classe majoritaire. Aussi longtemps que la minorité possédante possède le pouvoir, on peut inventer tous les espaces de communisme qu'on voudra, ils ne menaceront pas les possédants et ne permettront certainement pas de réelles visées vers la fin des oppressions. Le danger dans nos sociétés aujourd'hui n'est pas du tout une violence téléguidée par une institution, mais une violence urbaine de caractère spontané comme pouvaient l'avoir au Moyen-âge les révoltes paysannes.

.....

La visée communiste est la disparition d'une structure historique dans laquelle les pouvoirs politiques sont confisqués par un Etat de classe. Donc abolir l'Etat c'est en finir avec la confiscation des pouvoirs. C'est la réappropriation par l'ensemble des hommes de leur propre pouvoir politique. Abolir la propriété privée c'est rendre l'ensemble des hommes capables de *maîtriser* (?). C'est le contraire d'une société sans pouvoir. Le pouvoir politique n'a pas disparu en tant que tel, il a disparu en tant que pouvoir de domination. C'est le rapport qui est aboli, pas la chose.

**Question** : Comment penser la transition entre notre société actuelle et la réalisation de la visée communiste ?

**G.L.** : Pendant des années j'ai parlé de la transition, j'ai beaucoup de mal à supporter ce mot. Je me souviens qu'il était question de la démocratie avancée comme une transition de la transition. Si la transition a un sens c'est celui que lui a donné l'institution maintenant c'est-à-dire les différentes forces, celles du mouvement social, celles de la forme du Parti une fois redéfinie, celles des individus qui par leur action peuvent désigner une contestation et en même temps une ouverture dans la société... J'en reste toujours à la vieille formule du Manifeste : La tâche des communistes c'est, dans tout pays, tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre existant. Quand un mouvement est-il révolutionnaire ?

.....

J'apprécie que dans notre débat vienne le mot communisme. Cela signifie que la question de la transition n'en est plus une. En d'autre temps nous aurions eu le socialisme, le grand préalable du communisme. Le socialisme était très complexe à maîtriser parce que les communistes étaient socialistes, les socialistes étaient socialistes, le mouvement nazi était national-socialiste. Oublions. Communisme est le mot à utiliser. S'il y a une visée sociale antithétique de la société dans laquelle nous vivons c'est celle-là. Mais comme le marxisme ne prend le pari que si on met fin aux classes, donc fin à l'Etat, fin à la politique institutionnalisée sous cette forme, on aura affaire à une société nouvelle, dans laquelle il n'y aura plus besoin d'arbitre, je n'arrive pas à imaginer cette société là. Je me contenterai de la possibilité d'engager la fin des classes, c'est-à-dire qu'au moins la classe dominante ne domine plus. Que la majorité du corps social refasse de la politique dans son intérêt. Tout ce qu'on pourra faire dans ce sens là me paraîtra bon.

**Question** : comment penser l'universalité du communisme ?

**G.L.** : Dans les textes du Manifeste il est dit d'une part le communisme est universel et de l'autre que le marché mondial va tirer des nations arriérées dans la civilisation et que les Américains font bien de coloniser les Mexicains... Au Chiapas ou au Guatemala, les paysans se soulèvent contre la société actuelle, et pas parce qu'ils ont lu Marx ! Mais leur expérience leur permet de comprendre le Manifeste. Labriola disait dans son essai en mémoire du Manifeste : «les larmes sont maintenant dans les choses».